

## *Etudiants rebelle toi contre la LRU...euh contre Sarkozy*

Le mouvement des grévistes contre la Loi d'Autonomie des Universités ne cesse de nous surprendre par sa lutte prétexte contre une loi qui sert à mobiliser contre le gouvernement démocratiquement élu.

Reprenons un peu les événements des semaines passés.

Dès le mercredi 31 octobre 2007, des étudiants anarchistes et/ou membres de l'extrême gauche se sont amusés à un grand nettoyage de printemps en vidant les salles de tout leur mobilier et en expulsant violemment les étudiants et enseignants qui ne demandaient qu'à faire cours. Leur grand prétexte, ce jour là, fut le faible nombre d'étudiants à lobotomiser au sujet de la loi d'autonomie. Il fallait donc mobiliser et pour cela, rien de mieux que de virer tout le monde des salles.

Une semaine après nous avons eu droit à une A.G en plein air, où beaucoup d'étudiants étaient venus se plaindre de la façon dont ils ont été évacués des salles et de leur désir de reprendre au plus vite les cours. A la fin de cette AG a eu lieu un vote avec mettons d'un coté les méchants contre le blocage et d'un autre les gentils pour le blocage sans vérifier si il n'y avait que des étudiants ... tant qu'à faire autant venir avec des amis qui sont gentils et pour le blocage. Et là forcément ce vote a donné le blocage !!!(merci les copains)

Puis il y a eu Rennes, une sortie en classe verte pour des apprentis grévistes en recherche de cause et de lutte, car depuis quelques jours ils sont appuyés par exemple par des anciens leaders du mouvement de contestation LMD. A Rennes, ce fut une assemblée nationale parallèle dénonçant la politique gouvernementale dans son ensemble où la loi LRU est désormais un prétexte de mobilisation pour une gauche et extrême gauche sans pouvoir et ne voyant que cette option pour essayer de renaître et faire oublier ses divisions, son absence de programme, où la seule ligne de conduite était " TOUT SAUF SARKOZY" pendant la campagne présidentielle.

Pour vous le prouver, regarder cet extrait de l'appel de la coordination de Rennes:

*"La LRU n'est qu'une des mesures qui s'inscrivent dans la logique globale de casse de l'éducation, des services publics, et de l'ensemble des droits sociaux. Nous exigeons un cadrage national des diplômes, une augmentation des aides sociales et du budget de l'enseignement supérieur, ainsi que la suppression des frais d'inscription. En particulier, nous exigeons le rétablissement des 22000 postes de fonctionnaires supprimés cette année dont les 11200 dans l'éducation nationale. Nous exprimons notre solidarité avec les luttes des salariés qui se déroulent en ce moment et avec leurs revendications :*

- ▀ *contre la remise en cause des régimes spéciaux et pour le retour aux 37,5 annuités pour tous ;*
- ▀ *contre les franchises médicales ;*
- ▀ *contre la précarisation des statuts de la fonction publique.*

*Cette solidarité ne doit pas être un vain mot elle engage tous les acteurs du mouvement social à travailler et à lutter ensemble. Nous dénonçons également la stigmatisation des immigrés et nous exigeons l'abrogation des lois anti-immigrés en particulier la loi Hortefeux, la régularisation de*

*tous les sans-papiers et la fermeture des centres de rétention, et la fin des rafles. Au rouleau compresseur du gouvernement nous opposons la convergence des luttes tous les secteurs attaqués, qui seule pourra le faire céder. "*

Maintenant répondons y :

- "Cadrage national des diplômes" : les diplômes sont et restent des diplômes d'Etat, LRU ou pas
- "Hausse du budget de l'Enseignement Supérieur" : + 5 Mds € sur 5 ans pour les Universités
- "Augmentation des aides sociales" : + 2,5% dès 2007 , triplement des budgets pour les logements étudiants , du jamais vu !!
- "Hausse des Frais d'inscription" : cela n'est pas dans loi LRU , les frais d'inscriptions sont fixés par l'Etat LRU ou pas
- "Suppression des Frais d'inscription" : A Perpignan , c'est actuellement environ 350 € soit sur 10 mois 35 € par mois , l'équivalent d'un forfait internet. Quand on est boursier c'est 23 € par an .. c'est presque gratuit !!!

Enfin pour le reste (franchises, réformes des régimes spéciaux, loi Hortefeux, Sans Papiers...), il s'agit d'une contestation contre le gouvernement. Toutes ces lois, réformes avaient été annoncés par Nicolas Sarkozy et lors des campagnes législatives de 2007, il n'y a donc aucune surprise. Mais comprenons que l'extrême gauche et ces 5% soient déçus de n'être au pouvoir et face de cette lutte étudiante un prétexte pour mobiliser contre le gouvernement démocratiquement élu.

Toutefois Mercredi 14 Novembre, un vote a eu lieu à Perpignan avec contrôle des cartes étudiants, mais non à bulletin secret comme nous le demandions, qui avait l'avantage de se faire sur une journée entière permettant au plus grand nombre de s'exprimer. Mais avant ce vote le Comité de Grève a tenu à faire une A.G (illégal et illégitime) pour embrouiller le réel motif du vote , se battant sur qui organise ce vote et pourquoi nous votons , et surtout sur la raison du vote, désorientant les étudiants sur le réel but de ce vote . Après plus d'une heure d'attente , le comité de grève ayant tout fait pour que le vote soit retardé le plus possible. Le vote a donné une majorité aux blocages sur un vote désorienté.

Le 17 et 18 novembre une délégation de grévistes est partie à Tours (y'a du très bon Vouvray...) pour discuter de la suite du mouvement. Après avoir expulsé les médias qui ne sont impartial dans ce mouvement, mais comprenez que des médias chez l'extrême gauche et anarchistes on aime pas trop... ils ont trop tendance à défendre la démocratie !! Après cette réunion le rapport ne fait que continuer dans le même sens, il suffit de lire les premières lignes pour s'en faire une idée..

*"Notre mouvement contribue à affaiblir Sarkozy et ses ministres, et c'est une bonne chose. Leur projet est de détruire l'ensemble des acquis sociaux. Face à ce projet, c'est ensemble que nous gagnerons : nous devons construire un mouvement d'ensemble des jeunes et des salarié-e-s pour riposter à l'offensive du gouvernement. Nous appelons à amplifier et approfondir la mobilisation*

*par la généralisation des AG et des piquets de grève dans toutes les universités. Nous appelons les lycéen-ne-s à organiser partout des AG, pour préparer la grève à partir du 20.*

*Nous ferons tout pour que la journée de grève du 20, aux côtés des salarié-e-s en lutte, soit un succès.*

*Nous appelons à une journée de grève et de manifestation étudiante et lycéenne le 22.*

*Nous proposons qu'étudiant-e-s et cheminots, salarié-e-s en lutte d'EDF, de GDF et de la RATP s'organisent ensemble le 21 novembre pour populariser leur grève vis-à-vis des usager-e-s et de la population.*

*Nous proposons une date de mobilisation interprofessionnelle le 27 novembre aux autres secteurs en lutte. Nous rejoindrons toute initiative proposée par les salariés en grève : leur combat est aussi le nôtre."*

Alors le Comité de Grève a beau s'en défendre, ils sont politisés, appuyés par des syndicats et parti d'extrême gauche, en mal de pouvoir, déçu de leurs derniers scores aux diverses élections, ne recherchant que l'anarchie dans la rue, manipulant les étudiants pour les lobotomiser et les faire adhérer à une fausse cause (lutte contre la LRU) pour en réalité chercher à mettre en difficulté un gouvernement élu sur un programme clair et précis.

D'ailleurs l'A.G du mercredi 21 novembre, n'a fait que confirmer cela, après un monologue d'une bonne dizaine de minutes, une intervenante nous énonce qu'elle est hostile à toutes les lois mises en place par le gouvernement Fillon et plus généralement de toutes les lois en vigueur. Elle a appelé les étudiants à soutenir les mouvements des cheminots, contre la réforme des régimes spéciaux, contre les lois Hortefeux, pour la régularisation des sans-papiers.... Bref pour généraliser un vrai discours anarchiste contre toutes lois, toutes réformes et toutes avancées... Après le vote, un leader gréviste (pardon camarade bien penseur) informe que le CUEF ne peut pas voter car le CUEF a été autorisé par le Comité de Grève à reprendre les cours. Voilà que désormais le comité de grève décide qui à le droit d'avoir cours ou non... Mais ou est la direction ?

Depuis quelques temps notre Université n'est plus gouverné, en effet le Président Benkhelil entérine les décisions des A.G en oubliant qu'elles sont illégitimes et illégales, et que l'Université est doté d'organes institutionnels élus représentant l'ensemble des utilisateurs de l'Université. Mais le Président n'a jamais convoqué ces 3 conseils ( CA, CEVU ,CS)en Assemblée Extraordinaire. Il y aujourd'hui une vacance du pouvoir par son incapacité à gérer une crise de cette ampleur. Le Président a fait preuve de faiblesse envers le Comité de Grève en leur accordant une légitimité par la suspension des cours et en entérinant leurs décisions. Aujourd'hui le pouvoir est assuré par le Comité de Grève, et le Président a démissionné car il a perdu sa fonction principale à savoir de s'assurer de la bonne marche du service public. Et, aujourd'hui les 11 000 étudiants sont des victimes prises en otage par une minorité dure qui utilise les faiblesses du pouvoir pour endurcir sa propagande et empêcher la reprise des cours au sein de l'Université. La direction a abandonné les étudiants victimes, il faut aujourd'hui qu'elle revienne à la raison.

jeudi 22 et vendredi 23 novembre, le Président de l'Université de Perpignan a procédé à une consultation électronique des étudiants de l'Université. Ils se sont exprimés à 64,1% en faveur de la reprise des cours au sein de l'Université de Perpignan. Encore mieux il a décrété mardi 27 novembre la fermeture du Site Percier (une antenne de l'Université de Perpignan) le Président est donc allé contre l'opinion des étudiants et faisant très clairement un signe en faveur des grévistes. Notre Université est un paquebot sans capitaine à la hauteur, et il est temps de rétablir le cap.

Alors étudiants victimes, arrêtez de vous laisser guider par des groupes radicaux sans égard pour la démocratie, l'UNEF qui contestait la loi LRU a quitté la coordination étudiante qu'elle juge trop violente et à but uniquement de déstabiliser le gouvernement en ce moquant des étudiants. L'UNEF est ravi des promesses du gouvernement, car en effet, le gouvernement a annoncé ces derniers jours des rallonges budgétaires sans précédent pour rassurer les étudiants, ainsi Valérie Pécresse a annoncé le triplement du budget en faveur des logements étudiants, une revalorisation des bourses au 1<sup>er</sup> Janvier 2008. Le Premier Ministre, François Fillon a aussi annoncé une rallonge budgétaire de 15 Mds € pour les universités d'ici 2012. Le gouvernement a ainsi confirmé que l'enseignement supérieur était une priorité pour le gouvernement.

Alors chers étudiants, lisez la loi LRU, reprenons les cours car nous cherchons tous à avoir un avenir, que certains préfèrent faire de la politique en méprisant les autres en bloquant les facs c'est leur choix mais ils n'ont pas le droit, nous ne devons laisser une minorité, car elle en a pas le droit, nous gâcher notre avenir au prétexte d'une hostilité au gouvernement en place.

*François LIETTA – 2ième année Economie et Management – Université de Perpignan*

*francois.lietta@free.fr*